

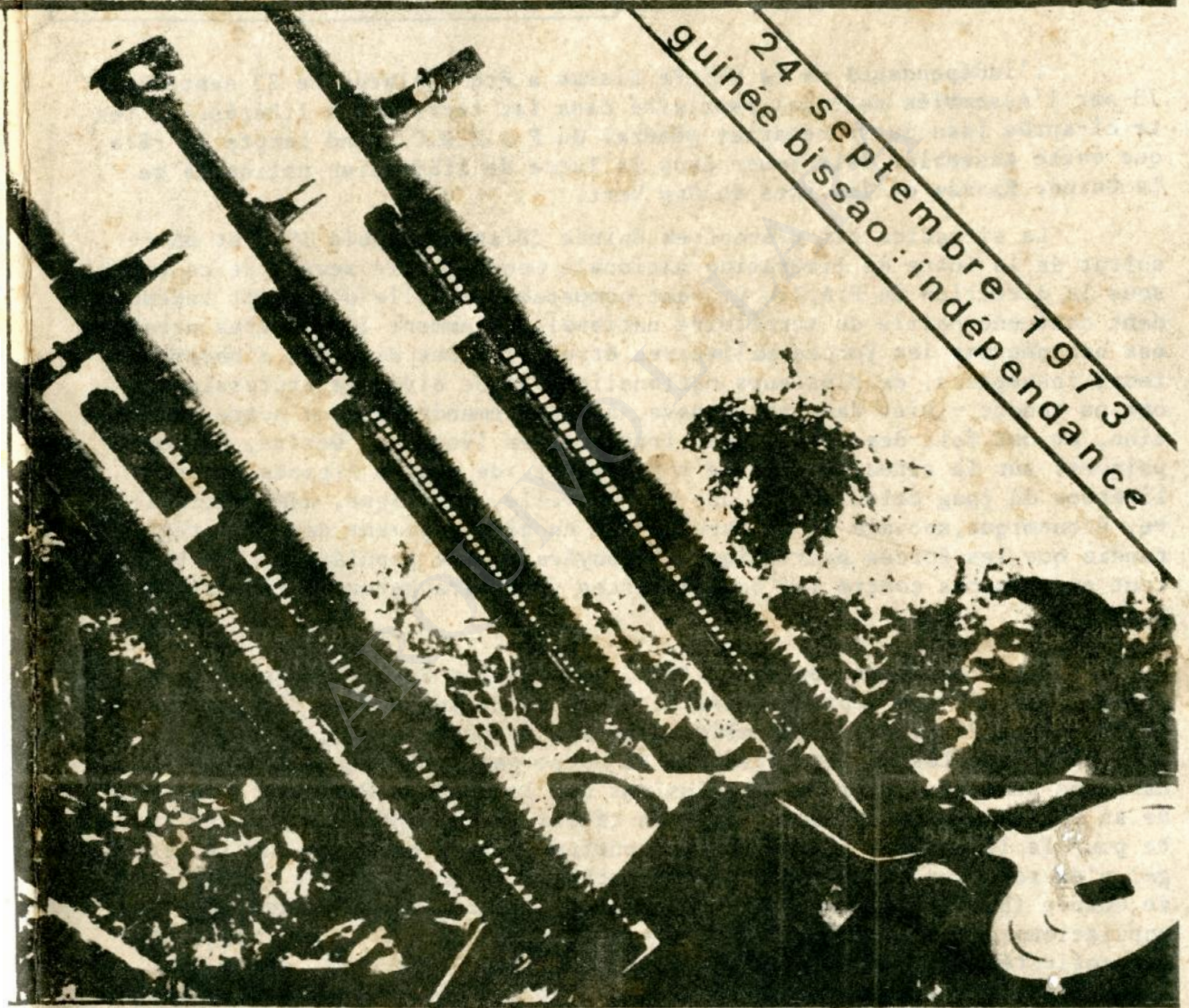
MOZ AMBIQUE

:FRELIMO

ANGOLA

:MPLA

GUINEE BISSAO CAP VERT :PAIGC



CNSLCP. comité national de soutien

aux luttes de libération dans les colonies portugaises

prix : 1,50f

LA NOTION D'ETAT ET LA

LUTTE DE LIBERATION NATIONALE

— TEXTE D'AMILCAR CABRAL —



L'indépendance de la Guinée Bissau a été déclarée le 23 septembre 73 par l'Assemblée nationale populaire dans les territoires libérés. Le texte ci-après issu du secrétariat général du P.A.I.G.C. rend compte du rôle que cette assemblée doit jouer dans la lutte de libération nationale de la Guinée Bissau et des îles du Cap Vert.

La situation qui prévaut en Guinée (Bissau) depuis 1968 et en résultat de la lutte de libération nationale menée par le peuple de ce pays sous la direction du P.A.I.G.C., est comparable à celle d'un Etat indépendant dont une partie du territoire national, notamment les centres urbains est occupée par les forces militaires étrangères. Des dizaines d'observateurs insuspects, de plusieurs nationalités et de diverses professions, ont pu rendre visite dans notre pays, à leur demande ou sous notre invitation, et ont fait des témoignages irréfutables (verbaux, écrits, photographiques) sur la situation réelle y prévalant : de vastes régions ont été libérées du joug colonial, et une vie nouvelle, politique, administrative, économique, sociale et culturelle est en développement dans ces régions tandis que les forces patriotiques, appuyées par la populations, se battent avec succès contre les colonialistes pour parachever la libération du pays.

Plus récemment, en Avril 1972, une Mission Spéciale des Nations Unies, composée des représentants de trois Etats membres de l'organisation et dûment mandatée par l'Assemblée Générale de cette organisation, à rendu visite dans les régions libérées de notre pays, où elle a séjourné pendant une semaine. Parmi les conclusions que la Mission Spéciale a pu tirer de sa visite désormais historique, on relève la suivante : "... Que la lutte pour la libération du territoire continue à progresser et que le Portugal n'exerce plus aucun contrôle administratif effectif sur de vastes zones de Guinée (Bissau) est un fait irréfutable... Il est aussi évident que les populations des zones libérées soutiennent sans réserve la politique et les activités du mouvement de libération, P.A.I.G.C., lequel, après neuf années de lutte armée, exerce dans ces zones un contrôle administratif, libre et de facto, et protège effectivement les intérêts des habitants malgré les activités portugaises".

Une telle situation comporte une contradiction qui, face à l'entêtement criminel du Gouvernement de Lisbonne, qui intensifie sa guerre coloniale de génocide contre les droits légitimes de notre peuples à l'autodétermination, à l'indépendance et au progrès, gêne la marche de la lutte et

dans de nombreux pays, les mobilisations obligent les gouvernements à retirer leur soutien au Portugal et à l'Afrique du sud. L'opposition au Portugal même oblige le gouvernement fasciste à enfreindre sa propre légalité.

Le Monde 28/5/73

La Haye durcit son attitude à l'égard de l'Afrique du Sud et du Portugal

LE MONDE 26/5/73

Portugal

De notre correspondant

ARRESTATION DE SEPT CANDIDATS DE L'OPPOSITION DÉMOCRATIQUE AUX ÉLECTIONS GÉNÉRALES DU 28 OCTOBRE.

Lisbonne (A.F.P., Reuter). — Trente-neuf personnes, dont sept candidats de l'opposition démocratique aux élections générales du 28 octobre, ont été arrêtées la semaine dernière à Lisbonne pour avoir « distribué des tracts ». Les tracts invitaient la population à voter contre les candidats de l'Action nationale populaire, seule formation politique autorisée. Aux termes de la loi, la campagne électorale ne peut commencer qu'un mois avant les élections.

La police a proposé aux trente-neuf personnes arrêtées de les remettre en liberté à condition qu'elles versent une caution variant entre 10 000 et 20 000 escudos (2 000 F à 4 000 F) et qu'elles signent une déclaration selon laquelle elles s'engagent à ne souscrire ou diffuser aucune déclaration contre la guerre outre-mer.

La commission électorale démocratique du district de Lisbonne a décidé de ne pas accepter de payer, pour le moment, ces cautions qu'elle qualifie de « rançons ».

D'autre part, l'opposition démocratique des districts de Tras-Os-Montes, dans le Nord, et celle du district de Portalegre, à l'est de Lisbonne, ont décidé de ne pas participer aux élections législatives du 28 octobre.

Déjà, les dirigeants de l'opposition démocratique des districts de Beja, Guarda et Viana do Castelo avaient annoncé leur décision de ne pas participer aux élections. Ainsi, dans cinq districts sur les dix-huit que comporte le Portugal continental, l'opposition démocratique ne présentera pas de candidats.

Le Monde 26.8.73

● L'Australie a refusé de vendre au Portugal des avions de transport. Motif du refus : la crainte de voir ces avions utilisés contre les patriotes africains insurgés contre les colonialistes portugais.

La Haye. — A l'occasion du récent débat budgétaire, le chef de la diplomatie hollandaise, M. Van Der Stoep, a défini les principes et les buts de la politique étrangère du gouvernement présidé depuis quatre mois par M. Den Uyl membre comme lui du parti du travail (socialiste). De nombreux thèmes développés par les cabinets précédents ont été repris, mais dans un climat différent et sous une forme plus « agressive ».

C'est ainsi que, pour manifester son hostilité à l'apartheid, le gouvernement néerlandais a décidé de supprimer les subventions à ceux de ses nationaux désireux d'émigrer en Afrique du Sud. Le gouvernement de Pretoria a répliqué en offrant de prendre ces subventions à son compte. D'autre part, les crédits pour l'aide au développement consentis au Chili sous le président Allende ont été « gelés » à la suite de la prise du pouvoir par la junte militaire, sans que les relations diplomatiques aient été rompues.

Le ministre a condamné une fois de plus la politique coloniale du Portugal dans ses territoires d'outre-mer et décidé d'accorder directement aux mouvements de libération et aux populations des régions libérées de ces territoires une aide morale et matérielle, de préférence, est-il précisé, par l'intermédiaire d'une organisation des Nations unies.

Tout récemment, M. Van Der Stoep a soutenu publiquement le boycottage du café d'Angola, organisé contre le Portugal et celui des oranges en provenance d'Afrique du Sud.

LA HAYE INTERDIT LE PORT D'AMSTERDAM À UNE FLOTTILLE DE L'OTAN COMPRENANT UN NAVIRE PORTUGAIS

La Haye (A.F.P.). — Le gouvernement néerlandais a interdit à une flottille de l'OTAN, dont faisait partie une frégate portugaise, de mouiller dans le port d'Amsterdam à la fin du mois de juillet, a-t-on appris vendredi 3 août à La Haye de source bien informée.

La flottille, composée de sept unités, dont des dragueurs de mines, a été, en revanche, autorisée à faire escale dans le port de Den-Heider à la pointe nord des Pays-Bas.

Le cabinet de M. Den Uyl, d'orientation progressiste, paraît avoir estimé que la présence d'une unité navale portugaise dans les eaux du grand port d'Amsterdam n'était pas compatible avec les récentes prises de position gouvernementales contre la politique de Lisbonne en Afrique. On croit cependant savoir que la décision de La Haye avait été prise avant même les révélations sur les massacres auxquels les forces portugaises se seraient livrées au Mozambique.

1222: Journal de Genève (Switz.) Aug. 26, '73

Nouvelle protestation de la gauche contre la présence du Portugal au Comptoir suisse

LAUSANNE (Afs). — Vingt-deux partis politiques et organisations de gauche de toute la Suisse se sont réunis récemment « pour organiser une mobilisation nationale contre la venue du Portugal au Comptoir suisse ». Se solidarisant avec les mouvements de libération des colonies portugaises et avec la lutte contre la dictature au Portugal, ils réclament la suppression de l'invitation au Portugal et, au cas où elle serait maintenue, appellent à une manifestation nationale le 8 septembre à Lausanne.

Parmi les groupements signataires du communiqué, qui militent à Genève, Lausanne, Neuchâtel, Fribourg, Berne, Solcure, Aarau, Bâle et Zurich, figurent les partis socialistes vaudois et lausannois, le Parti ouvrier et populaire, la Ligue marxiste révolutionnaire, les Jeunesses communistes suisses, le Conseil suisse des organisations pour la paix, l'Internationale de résistants à la guerre et l'action Portugal-Afrique austral

Le Monde 26.9.73

● Le groupe des pays africains du F.M.I. a décidé à l'unanimité de boycotter toute intervention portugaise et sud-africaine à l'assemblée générale de Nairobi afin d'exprimer clairement l'opposition de l'Afrique aux régimes minoritaires et colonialistes d'Afrique australe. — (A.F.P.)

Ont été élus par les masses populaires les nombres suivants de conseillers régionaux et de représentants de l'ANP :

Conseillers régionaux.....273

Représentants à l'ANP 99

dont 91-par les Conseils régionaux élus, 5 par l'Union Nationale des Travailleurs (UNGT) et 3 par la Conférence Nationale des jeunes et des Etudiants.

Ont été désignés à titre provisoire, en représentation des zones encore occupées et effectivement contrôlées par les troupes d'occupation, 21 représentants à l'ANP, soit 3 pour Batafa, 4 pour les Iles Bissagas, 9 pour l'Ile de Bissau y compris la capitale, et 5 pour l'Ile de Bolama y compris la ville .

La réalisation des élections générales en Guinée (Bissau) et la création de la première Assemblée Nationale de notre peuple, sont des faits politiques d'une portée historique pour la vie nouvelle que nous bâtissons et pour le développement ultérieur de la lutte héroïque de notre peuple pour l'indépendance. Ces initiatives qui ont reçu l'appui le plus enthousiaste des masses populaires des régions libérées et ont eu un écho très favorable parmi les populations des zones encore occupées par les troupes coloniales portugaises, ouvrent des nouvelles perspectives à notre combat libérateur.

Elles contribueront au renforcement de la lutte aux Iles du Cap Vert, partie intégrante et inaliénable de notre territoire national, où sera également créée, le moment venu, la 1ère Assemblée Nationale Populaire, en vue de la formation de l'organe suprême de la souveraineté alors totalement reconquise de notre peuple et de son Etat unitaire : l'Assemblée Suprême du Peuple de la Guinée (Bissau) et des Iles du Cap Vert.

Postérieurement à la décision prise par le Conseil Supérieur de la Lutte, visant la création de l'ANP en Guinée (Bissau), le Comité de Décolonisation de l'OUA, au cours de sa 84ème Session, tenue à Conakry le 10 Avril 1972, a reconnu notre Parti, le P.A.I.G.C., comme étant le seul et authentique représentant du peuple de la Guinée (Bissau) et Iles du Cap Vert. La XXVIIème Session de l'Assemblée Générale des Nations Unies a confirmé cette reconnaissance.

Si ces faits ne font que confirmer la position inébranlable de notre peuple qui a de tout temps considéré notre Parti combattant comme le seul, légitime et véritable représentant de ses intérêts inaliénables et de ses aspirations légitimes à l'indépendance, à la paix et au progrès ils ne laissent pas moins de donner une dimension nouvelle et une portée internationale aux élections générales et à la création de l'ANP par l'initiative de notre Parti. C'est là, certes, un événement nouveau sinon une voie nouvelle, dans le cadre de la lutte des peuples pour leur libération de la domination impérialiste. Evénement et voie qui sont tout à fait d'accord avec les lois et la morale internationales de nos jours, avec la Charte et les résolutions des Nations Unies.

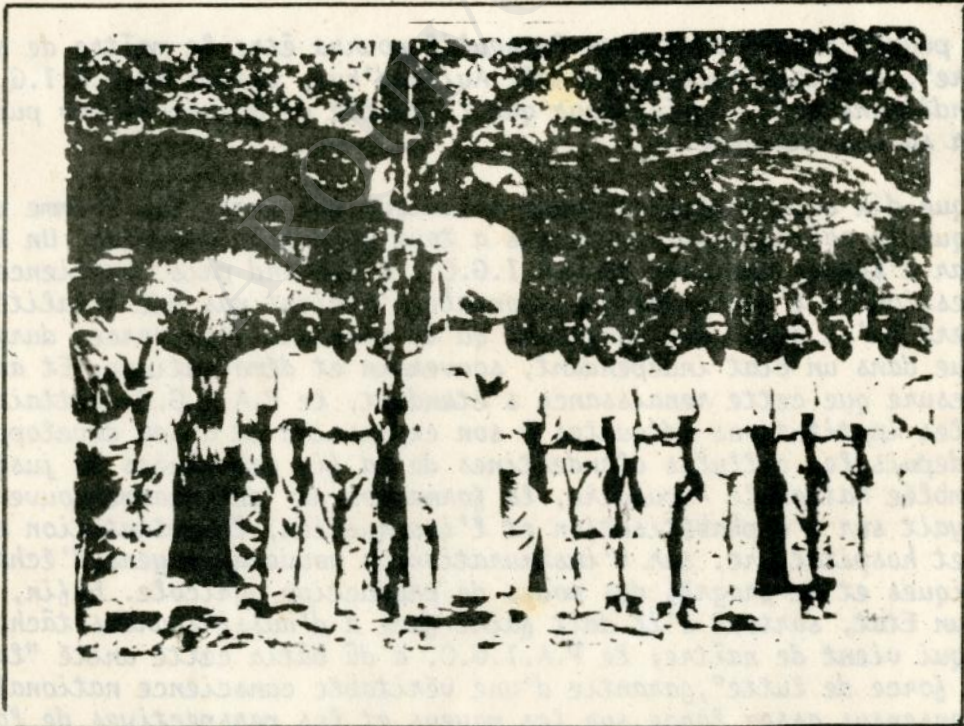
L'Assemblée Nationale de notre peuple en Guinée (Bissau) tiendra sa première Session en 1973 dans notre pays, dès que les préparatifs pour sa réunion seront terminés. Elle accomplira alors la première mission historique qui lui est dévolue : la proclamation de notre Etat national, la

promulgation de la Constitution et la création des organes exécutifs correspondants.

En redant publics les résultats des élections générales, notre but est d'informer l'opinion mondiale et toutes les instances nationales et internationales sur ce fait majeur de notre histoire et de la lutte de notre peuple. Nous tenons, en ce moment, à réaffirmer notre certitude dans la victoire de notre peuple contre les particulièrement rétrogrades colonialistes portugais. Nous réaffirmons également notre confiance dans l'apui sans réserve, moral et politique, des Etats indépendants d'Afrique et de toutes les autres forces anti-colonialistes et anti-racistes des divers continents, aux décisions qui seront prises par notre Assemblée Nationale Populaire, à la juste cause de l'indépendance et du progrès de notre peuple.

Fait le 8 Janvier 1973

Pour le Conseil Supérieur de la Lutte



24 SEPTEMBRE 1973 :

INDÉPENDANCE



"Réunis dans la région libérée de Boé, le 24 septembre 1971, exprimant la volonté souveraine du peuple, l'assemblée nationale populaire proclame solennellement l'indépendance de la Guinée-Bissau".

Dans l'histoire de la lutte de libération des colonies portugaises, cet événement est d'une importance considérable. Le Comité s'efforcera, dans les mois qui viennent, d'expliquer le plus largement possible toute l'étendue de cette victoire et ses multiples conséquences. Mais dès aujourd'hui, il faut dénoncer clairement tous ceux qui affirment avec les autorités portugaises : "Une pure opération de propagande". Bien au contraire, la proclamation de l'indépendance n'est que l'aboutissement logique de 17 années de lutte sur tous les fronts (politique, militaire, diplomatique), la fondation d'un Etat de Guinée-Bissau une nécessité historique pour que la lutte de libération se poursuive et atteigne ses objectifs.

La conquête d'une indépendance

"Notre peuple sera indépendant lorsqu'il pourra être le maître de son histoire", répétait Amílcar Cabral. Aujourd'hui, estime le P.A.I.G.C., les conditions sont réunies pour que le peuple de Guinée-Bissau puisse exercer sa souveraineté.

Parce que dix sept années de lutte politique ont forgé cet "homme nouveau" que le colonialisme portugais a tout fait pour étouffer. Un homme qui, par l'action opiniâtre du P.A.I.G.C., a d'abord pris conscience que l'oppression et l'exploitation coloniale n'étaient pas une fatalité; puis découvert qu'il avait des droits et qu'il pourrait les exercer durablement que dans un Etat indépendant, souverain et démocratique. Et au fur et à mesure que cette renaissance s'étendait, le P.A.I.G.C. mettait en place les institutions adéquates à son expression et à son développement, depuis les cellules clandestines de la fin des années 50 jusqu'à l'Assemblée Nationale Populaire, la formation de cet "homme nouveau" s'appuyait sur l'alphabétisation et l'instruction, l'implantation sanitaire et hospitalière, sur l'instauration de nouveaux moyens d'échanges économiques et le progrès des modes de production agricole. Enfin, pour créer un Etat; surtout s'il doit faire face à d'aussi lourdes tâches que celui qui vient de naître; le P.A.I.G.C. a dû bâtir cette unité "la plus grande force de lutte", garantie d'une véritable conscience nationale et d'un consensus assez large sur les moyens et les perspectives de la lutte.

Aujourd'hui, les trois quarts de la Guinée Bissao sont libérés de l'occupation portugaise. Les Forces armées Révolutionnaires du Peuple, non seulement interdisent l'accès des régions qu'elles défendent mais portent des coups toujours plus durs aux forces coloniales : l'Etat de Guinée-Bissao a bâti les moyens d'exercer sa souveraineté et de l'étendre jusqu'à ses frontières légitimes.

Dans le domaine diplomatique le P.A.I.G.C. n'a cessé d'intervenir pour faire reconnaître son existence, la légitimité de son combat, la représentativité que lui reconnaît, à la suite de nombreux gouvernements, l'O.N.U. en 1972. Le résultat de ce patient travail : quelques jours après la proclamation de l'indépendance, l'Etat de Guinée-Bissao était reconnu par plus de quarante gouvernements étrangers.

Non, la proclamation de l'indépendance n'est pas une "pure opération de propagande". Elle est à la fois le couronnement logique de la première phase du processus révolutionnaire dirigé par le P.A.I.G.C. et le fondement nécessaire à la poursuite de ce processus.

Le but : l'indépendance totale

Car les responsables du nouvel Etat soulignent l'importance de cette victoire, tous les discours prononcés à cette occasion s'attachent à démontrer que la proclamation de l'indépendance "ouvre des perspectives nouvelles à notre lutte avec comme objectif "La libération totale du peuple de Guinée et du Cap Vert et la construction de l'union de ces deux territoires".

Pour atteindre cette objectif, la constitution de Nouvel Etat devait assurer en particulier :

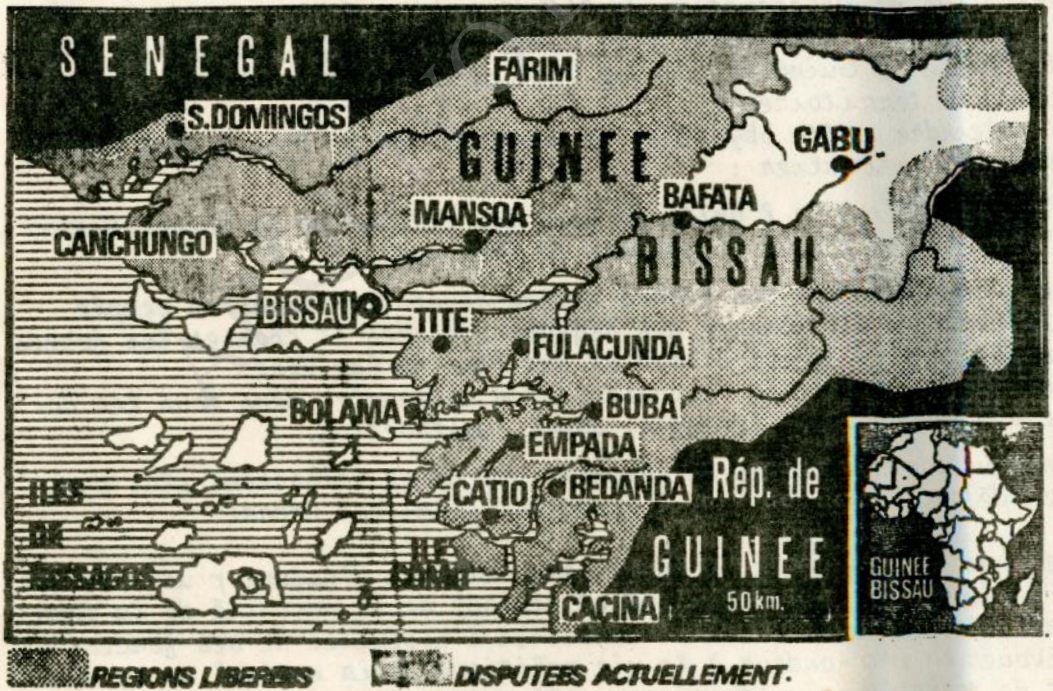
- le renforcement de l'unité de tous les citoyens de la Guinée-Bissao pour l'indépendance et le progrès de leur nation.
- une réorganisation des Forces armées révolutionnaires du peuple pour consolider la défense des régions libérées et chasser les forces coloniales de la Guinée-Bissao et des Iles du Cap Vert.
- le développement de la "reconstruction nationale" dans tous les domaines : production, échanges, santé, instruction.
- L'instruction d'organes de sécurité qui ne se laisseront plus prendre en défaut comme lors de l'assassinat d'Amilcar Cabral.

Cette phase nouvelle de la lutte sera atteinte d'autant plus vite que, fort de la conscience politique et civique de la majorité de la population, le P.A.I.G.C. pourra consacrer l'essentiel de ses forces "à se dévouer en profondeur à la vie politique de la nation" en se déchargeant de tâches administratives qu'il assurait jusque là sur les nouveaux organes de l'Etat.

Sur le plan extérieur la déclaration d'indépendance ne pourra que renforcer l'offensive diplomatique du P.A.I.G.C. : accroître son audience étayer sa position et affaiblir celle du Portugal.

D'une part, le soutien que la lutte de libération recevait se développera puisqu'il s'inscrira dans les relations d'Etat à Etat et non plus d'Etat à mouvement. D'autre part, la communauté internationale sera rapidement obligée de trancher. Qui exerce réellement sa souveraineté en Guinée-Bissau ; le nouvel Etat ou le Portugal ?

Ainsi, le 24 septembre 1973 est le point de départ d'une nouvelle offensive diplomatique. Il est évident que le C.N.S.I.C.P. doit en tenir compte dans l'action qu'il mène en France. Non nous efforcerons d'obliger le gouvernement français à s'expliquer rapidement, soit, il niera toute existence à ce nouvel Etat. Soit, il le reconnaîtra mais on peut se demander quelles relations il entretiendra avec le Portugal. Au moins sa position aura le mérite d'être claire....





ARISTIDES PEREIRA
SECRETARE GENERAL
DU P.A.I.G.C.

Les succès de notre parti tant sur le plan interne de la lutte politico-militaire que sur le plan international oblige les colonialistes portugais à modifier graduellement leur langage et leur tactique politique, en une tentative désespérée pour chercher à continuer à opprimer et exploiter notre peuple.

Mais c'est aussi le recul discret des pays occidentaux, jusqu'ici alliés sur les Portugais, et qui maintenant commencent à comprendre qu'il n'est plus de leur intérêt de participer directement à une guerre d'agression. Ces mêmes alliés savent parfaitement que s'ils continuaient à appuyer par l'intermédiaire de l'Otan ou bilatéralement la guerre coloniale, ils mettraient en cause les intérêts bien plus importants qu'ils ont en Afrique.

En outre, la situation politique au Portugal lui-même s'aggrave. Aujourd'hui le mot d'ordre principal des forces de l'opposition est "lutte contre le fascisme par la lutte contre la guerre coloniale". Les actions menées par l'opposition au Portugal contre la machine de guerre du colonialisme ont amené le premier ministre Portugais à se référer à l'existence d'un quatrième front armé au Portugal. Cela sans mentionner les milliers de déserteurs fuyant le Portugal.

Comme les colonialistes portugais se sont sentis battu politiquement et militairement dans notre pays, ils s'efforcent de trouver une issue à cette situation.

Pour cela, sans scrupule, ils emploient et emploieront tous les artifices, tous les crimes, toutes les démagogues, pour tromper notre peuple et tenter de détruire notre parti. Ainsi, nous assistons à la politique de "Guinée meilleure" de congrès des ethnies, de réformes administratives, de manoeuvres dans l'ensemble des colonies portugaises : soi-disant état d'Angola, de Mozambique. D'autre part, nous sommes en présence de l'agression du 22/10/70 contre la république de Guinée dont l'un des principaux objectifs était l'installation de notre parti, l'assassinat de nos dirigeants.

Les calculs des colonialistes portugais espérant par le meurtre du camarade Cabral réussir à diviser, désagréger notre parti pour paralyser notre lutte ont échoué. Les grandes victoires militaires que nous avons obtenu par l'offensive générale dont la prise de la caserne de Guiledje, la capture de l'armement et la documentation militaire, la neutralisation de l'aviation ennemie démontrent que nous sommes plus forts et plus combattifs que jamais car nous sommes un peuple adulte dirigé par un parti adulte.

La tenue de notre 2ème congrès dans les régions libérées de l'Est a été une victoire politique, elle a démontré que nous étions plus unis et plus décidés que jamais pour mener notre combat jusqu'à la victoire totale et complète aussi bien en Guinée qu'au Cap Vert. La ligne idéologique claire de notre parti, lutte intransigeante contre le colonialisme et impérialisme reste un facteur décisif du développement de notre lutte. Cette ligne nous amène à un degré de maturité politique tel qu'il n'est plus possible de s'abandonner aux solutions faciles et opportunistes, de collaboration ou de concession essentielle faite à l'ennemi.

De même la défense des principes essentiels qui régissent le fonctionnement des organismes et de notre action : démocratie révolutionnaire, centralisme démocratique, direction collective, critique et auto-critique pour tous, a été la base de la solidité de notre parti et de l'autorité de sa direction. Le camarade Cabral a dit "faire que soit membre de notre parti toujours en plus grand nombre ceux qui sont capables de le fendre toujours meilleur".

L'état de Guinée Bissao que l'AMP va proclamer, aura pour objectif principal la libération totale de la Guinée et des Iles du Cap Vert. Elle se fixe la tâche grandiose d'unir ces deux partis de notre territoire en un état unifié et d'édifier une société capable de créer les conditions politiques et économiques nécessaires à la liquidation de l'exploitation de l'homme par l'homme et de toute assujettissement de personnes humaines aux intérêts dégradants, aux bénéfices d'individus, de groupes ou de classes. Notre assemblée nationale populaire va être la force dirigeante principale de la société et l'expression suprême de la volonté populaire. C'est elle qui tracera les lignes de la politique de notre état dans tous les domaines d'activité de notre société.



COMMANDANT "NINO"

PRESIDENT DE L'A.N.P.

Nous devons nous souvenir toujours que nous sommes en guerre et que le colonialisme portugais, enfermé dans son désespoir, est capable de toutes les manoeuvres, tous les crimes. Pour cette raison, au début de cette nouvelle étape, nous devons unir tous nos efforts pour intensifier la lutte armée. Nous devons être capables d'attaquer et de détruire l'ennemi en quelque endroit qu'il occupe : caserne, abris, routes, villes, air, mer. Nous devons tirer le meilleur parti des armes très puissantes dont nous disposons afin de jeter les criminels colonialistes hors de notre terre.

En notre qualité de mouvement de libération nationale, nous nous sentons liés très étroitement à tous les autres mouvements de libération du monde, en particulier nous devons garder à l'esprit que notre lutte s'intègre dans la lutte générale des peuples africains pour la libération totale de notre continent.



LUÍS CABRAL
PRESIDENT DU
CONSEIL D'ETAT

La proclamation de notre état de Guinée a lieu à un moment où la lutte au Cap Vert dirigée par le parti, entre dans une phase nouvelle. Nous voulons ainsi dire à notre peuple au Cap Vert que notre état est aussi sa patrie dans les dures épreuves de la vie clandestine. Nous sommes sûrs que ce sera un facteur d'encouragement pour nos frères du Cap Vert que d'apprendre qu'ils ont une patrie souveraine où leur seront garantis tous les droits et les devoirs d'un être humain.

La proclamation de notre état est aussi le fruit de la lutte de tous les états progressistes et anti-colonialistes pour la construction d'un monde juste de liberté, de paix, de progrès. C'est avant tout une victoire de l'Afrique humiliée et exploitée par des siècles de colonisation.

Aux travailleurs de nos centres urbains, aux paysans des régions occupées par les agresseurs portugais, nous disons que l'heure décisive de la lutte a déjà sonné pour tout notre peuple. On ne peut plus accepter les salaires injustes, l'exploitation, les pouvoirs arbitraires qui enrichissent les colonialistes et leurs agents. Tout cela peut finir grâce à la lutte généralisée pour la libération de notre patrie. Nous adressons en particulier aux jeunes des centres urbains et des régions occupées un appel pour leur dire que le fruit de la lutte de nos combattants est essentiellement la victoire irréversible de notre jeunesse.

C'est dans le cadre de cette lutte que l'Afrique contre tous ses ennemis que nous devons envisager l'indépendance de notre état. Ce triomphe intéresse tous les peuples et gouvernements d'Afrique dont la libération ne sera totale que quand il n'y aura plus un point de notre continent dominé par les forces étrangères. Le triomphe de notre lutte est aussi lié à tous les pays du tiers monde, aux gouvernements qui ont opté pour une politique de non alignement clairement anti-colonialiste et dont l'éclatante reconquête d'Alger a montré leur appui total à notre état en voie de proclamation.





FRANCISCO MENDES "CHICO"

PRESIDENT DU CONSEIL

DES COMMISSAIRES D'ETAT

Etant donné les immenses problèmes qui se posent à la vie sociale et culturelle des régions libérées, nous pensons que nous devons créer des institutions autonomes comme l'institut Mondlane. Sur le plan international cette organisation établirait tout contact pour développer la solidarité sur ce projet.

Les écoles de notre pays doivent être plus qu'un local où les enfants vont apprendre à lire et écrire, elles doivent être le centre principal de préparation de l'avenir, nous y apprendrons aux enfants le chemin pour devenir des citoyens conscients et les patriotes de la nation moderne que nous voulons créer.

La vie économique de notre état doit bénéficier des nouvelles structures que nous venons de créer.

L'agriculture restera longtemps la base de notre économie et de l'amélioration de nos conditions de vie.

Il doit être possible de créer des petites unités industrielles utilisant l'expérience acquise dans la lutte.

Nous devons étudier et connaître la richesse de notre sous-sol pour l'utiliser dans notre développement au service du progrès de notre peuple.

Nous devons commencer à étudier les problèmes de notre vie financière, particulièrement celui de la monnaie nationale et celui de l'impôt. Notre peuple a souffert de devoir payer des impôts injustes et élevés à l'administration coloniale qui n'a pas été capable de faire bénéficier nos populations de la valeur de cette contribution. Notre peuple, depuis le début de notre lutte armée, a contribué matériellement et humainement au combat. Dans la vie de notre état, le système fiscal qui sera créé tiendra compte des intérêts de nos populations qui doivent voir dans la vie de tous les jours, la reconversion de leurs contributions en bénéfice social.

L'expérience de nos magasins du peuple s'enrichit chaque jour, nous devons donc développer de plus en plus notre commerce national, renforcer le contrôle à son niveau pour garantir que de son exploitation résulte un bénéfice pour toute la société.

A propos de la proclamation de la république de Guinée Bissao... De nombreux pays ont reconnu officiellement le nouvel état, ce qui contribuera davantage à isoler le régime fasciste portugais et à permettre le développement de la lutte en Angola et au Mozambique. La République de Guinée, premier pays à reconnaître officiellement le nouvel état a été suivie de 47 autres dont l'Algérie, la République Populaire du Congo, l'URSS, la RDA, la République de Chine populaire, l'Inde, le Bengla-desh, le Grunc, le GRP et la république démocratique du Viet Nam.

l'humanité 27/9/73.

A New York, le comité de décolonisation de l'O.N.U. a décidé d'inviter à ses travaux, à titre d'observateurs, les représentants des mouvements de libération en Afrique.

Le comité de décolonisation a reçu jeudi un télégramme d'Aristide Pereira, secrétaire général du P.A.I.G.C., l'informant de la proclamation de l'Etat indépendant de Guinée Bissao, le 24 septembre.

Aristide Pereira annonce le comité de décolonisation qu'un représentant de la République de Guinée Bissao est en route pour les Nations unies, muni de tous les documents relatifs à cette proclamation.

Dans les milieux des Nations unies, où l'annonce de la naissance de la jeune République a provoqué un grand intérêt, on déclare que plusieurs pays africains ont décidé de demander prochainement à l'Assemblée générale d'admettre la Guinée Bissao comme 136^e membre de l'O.N.U.

Le vote, qui interviendra d'abord au Conseil de sécurité, permettra de vérifier dans quelle mesure les alliés traditionnels du Portugal vont continuer à le soutenir ouvertement devant l'ampleur de la protestation internationale condamnant les entreprises coloniales portugaises en Afrique.

Le malaise est réel et on déclare à La Haye que le gouvernement néerlandais, qui condamne ouvertement la politique de Lisbonne en ce domaine, a demandé que des consultations aient lieu entre les neuf pays membres de la C.E.E. et les quinze de l'O.T.A.N. pour examiner le problème posé par la proclamation de la République de Guinée Bissao.

Un tel évènement oblige les alliés impérialistes du Portugal à se démasquer : un porte parole du foreign office déclare le 28/09/73 : "la Grande Bretagne ne reconnaitra pas la Guinée-Bissao".



ALGER Conférence des Non-Alignés : Septembre 73

Les mouvements de libération étaient invités à la conférence des Non-alignés à Alger en tant qu'observateurs.

Les Non-Alignés ont réaffirmé leur solidarité avec les mouvements de libération en Afrique et dénoncent "l'aide multiforme que le Portugal, l'Afrique du Sud et la Rhodésie reçoivent de certains pays de l'OTAN" (Le Monde 11/09/73).

Aristide Pereira, Secrétaire Général du PAIGC, déclarait dans Afrique-Asie du 17/09/73 "J'ai été assuré par la quasi-totalité des chefs d'Etat non-alignés d'une reconnaissance immédiate de l'état souverain de Guinée..."

entrave le plein épanouissement de la personnalité de notre nation africaine, forgée dans le lutte. En effet, tandis que notre peuple dispose, depuis des années déjà, d'institutions politiques, administratives, judiciaires, militaires, sociales et culturelles - donc d'un Etat - et est libre et souverain sur plus des deux tiers du territoire national, il n'a pas une personnalité juridique sur le plan international. Par ailleurs, le fonctionnement de telles institutions dans le cadre de la vie nouvelle en développement dans les régions libérées, exige une plus ample participation du peuple, à travers ses représentants, non seulement dans l'étude et la solution des problèmes du pays et de la lutte, mais aussi dans le contrôle effectif des activités du Parti qui le dirige.

Pour résoudre la contradiction susmentionnée et pour répondre à l'exigence d'une plus ample et effective participation du peuple, la direction nationale du Parti, après plusieurs débats, a opté pour la création, mouennant des élections générales, libres et démocratiques, d'une Assemblée Nationale Populaire, la première de notre histoire, laquelle, en sa qualité d'organe suprême de la souveraineté du peuple, sera appelée à proclamer l'existence d'un Etat national en Guinée (Bissau), à la doter d'un exécutif et à promulguer une Constitution pour notre nation africaine.

C'est ainsi que la Réunion du Conseil Supérieur de la lutte (RSL), tenue du 9 au 17 Aout 1971, a décidé, par acclamation, que le Parti devait prendre immédiatement toutes les mesures nécessaires pour réaliser en 1972, dans les régions libérées, les élections générales, à suffrage universel et secret, pour la constitution de la 1ère Assemblée Nationale Populaire (ANP) en Guinée (Bissau). Sur la base de cette décision historique, ont été définis le processus et la méthode à suivre pour les élections, ainsi que les critères pour le choix des candidats à l'ANP, normes rendus publiques dans un document sous le titre "Bases pour la création de la 1ère Assemblée Nationale Populaire en Guinée" (voir annexe), lequel a été approuvé par la réunion du Comité Exécutif de la Lutte (CEL), de Décembre 1971.

Après huit mois (janvier à Août) d'une intense-campagne d'information, de débats et de discussion dans les organismes de base du Parti que dans les meetings publics, les élections ont été réalisées de la fin Août au 14 Octobre, dans toutes les régions libérées.

Résultats globaux (intérieur + extérieur)

<u>Votants</u>	82.032	93,73 %
<u>OUI</u>	79.680	97,13 %
	(91,04 % des inscrits)	
<u>NON</u>	2.352	2,87 %
	5 2,80 % des inscrits)	

En ce qui concerne le vote par région, le nombre le plus élevé de votants par rapport aux inscrits correspond au nord libéré, avec 95,30 % et, le plus bas, aux régions orientales, avec 87,93 %. Le nombre le plus élevé des OUI par rapport aux votants correspond au sud libéré avec 97,85 % et, le plus bas, également aux régions orientales, avec 94,49 %. Dans six villages, le pourcentage des NON a été légèrement supérieur à celui des oui. Dans un village du nord libéré, les Non l'ont remporté à 100 %, en raison du manque d'accord entre la population de ce village et celles des autres du secteur, relativement à la candidature d'un représentant.

Le Monde 3/10/73
Guinée-Bissau

**LES NATIONALISTES
SOULIGNENT QUE LA CRÉATION
DE LA RÉPUBLIQUE
EST CONFORME
AUX RÉSOLUTIONS DE L'ONU**

M. Aristides Pereira, secrétaire général du Parti africain pour l'indépendance de la Guinée-Bissau et les îles du Cap-Vert (P.A.I.G.C.), a envoyé, le lundi 1^{er} octobre, à M. Waldheim, secrétaire général de l'ONU, un télégramme dans lequel il l'informe de la proclamation de la République dans les zones contrôlées par les nationalistes. Après avoir souligné que le P.A.I.G.C. avait été « encouragé à prendre une telle décision » par les résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité « réaffirmant son droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance », M. Pereira déclare qu'à ses yeux les « autorités et organes de l'Etat colonial portugais » exercent désormais un pouvoir « illégal ».

Ce télégramme ne demande pas l'admission de la Guinée-Bissau aux Nations unies dans l'immédiat.

De nombreux pays ont fait connaître lundi leur décision de reconnaître la Guinée-Bissau : l'U.R.S.S., le Burundi, la Roumanie, la Chine, le Koweït, la République démocratique du Vietnam, le Dahomey, Cuba, la R.D.A., la Sierra Leone, l'Irak, le Bangladesh, l'Ouganda et la République démocratique du Yémen. Le GRUNK du prince Sihanouk et le G.R.P. ont pris une décision analogue.

Le général Bettencourt Rodrigues, qui succède au général Spínola au poste de gouverneur et commandant en chef à Bissau, vient, d'autre part, de lancer un appel à ceux « qui se maintiennent en dehors de la loi et de l'ordre ».

H.M.A 4-10-73
● L'O.U.A. APPUIE LA GUINÉE BISSAU. — « Une reconnaissance massive de la Guinée Bissau contraindrait le Portugal à réviser sa politique coloniale archaïque, notamment en Angola et au Mozambique, et encouragerait le Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et des îles du Cap Vert (P.A.I.G.C.) à libérer les autres enclaves portugaises », a déclaré mardi à Lagos Nzo Ekwangaki, secrétaire général de l'organisation pour l'unité africaine. Il a précisé que l'O.U.A. ferait tout son possible pour que le nouvel Etat de Guinée Bissau, dont l'indépendance a été proclamée la semaine dernière, soit admis aux Nations unies. C'est également dans ce but que le général Gowon, chef d'Etat du Nigeria, quittera mercredi Lagos pour New York.

Un tel état de fait reconnu par tous ne laisse plus à la propagande fasciste qu'une possibilité : la rupture schizophrénique avec la réalité.

Combat 29/30] 9. [73 ...d'Afrique

LISBONNE ET LA SITUATION EN GUINÉE - BISSAU.
— Les deux grands quotidiens de Lisbonne « *Diário de Notícias* » pro-gouvernemental, et « *O Século* », indépendants, minimisaient hier matin l'importance de la proclamation de la République de Guinée-Bissau, le quotidien du parti au pouvoir « *Epoca* » n'en faisant même pas mention. Le « *Diário de Notícias* » publie une longue interview du général Antonio de Spínola, qui a été pendant cinq ans et jusqu'à une date récente gouverneur et commandant en chef en Guinée portugaise. Il estime qu'« il ne s'agit pas d'un développement susceptible de provoquer un impact quelconque si ce n'est dans une certaine presse engagée dans une vaste campagne anti-portugaise ». Selon lui, « l'impact dans la province de Guinée portugaise sera nul », et « il n'y a pas de motif de préoccupation dans l'immédiat ». Le général souligne que le PAIGC a proclamé l'indépendance dans une région « extrêmement pauvre, pratiquement inhabitée, minuscule et située à 10 kilomètres de la frontière de la République de Guinée où le PAIGC dispose d'une base ». « Il serait impossible au PAIGC d'établir une structure administrative en Guinée portugaise, a-t-il ajouté, et même l'implantation d'organisations clandestines, reste problématique ».

Le comité de soutien de la lutte dans les colonies portugaises se donne pour tâche de regrouper les efforts de tous ceux qui, en France, désirent soutenir les mouvements de libération suivants :

- en ANGOLA, le M.P.L.A.
- en MOSANBIQUE, le F.R.E.L.I.M.O.
- en GUINEE et dans les îles du CAP VERT, le P.A.I.G.C.

Le comité est une organisation autonome qui ne dépend d'aucun parti politique français.

Toute personne qui prend part aux activités du comité le fait à titre personnel.

Vous pouvez, si vous le souhaitez, participer plus activement en travaillant dans une des commissions : presse, santé, pédagogie, archives, droit et secrétariat.

Dans votre ville, dans votre région vous pouvez créer un comité local, en liaison avec le comité national, ou organiser des réunions d'information que nous pourrions vous aider à animer.

Si vous habitez la région parisienne, vous pouvez donner un peu de votre sang qui sera envoyé dans les formations sanitaires des mouvements de libération. Beaucoup le font déjà, dont de nombreux travailleurs portugais résidant en France, qui ont compris combien il était important de contribuer à réparer les dommages causés par une guerre menée en leur nom, mais contre leur volonté, par le gouvernement de Lisbonne.

Il n'y a jamais assez de donneur de sang. Demandez au CNSLCP - 331 54 25 - les indications nécessaires.

Il faut aussi des livres pour être libres : souscrivez contribuez à la publication d'un livre scolaire édité en coopération par l'UNESCO et le CNSLCP à la demande des mouvements de libération.

BULLETIN D'ADHESION AU C.N.S.L.C.P.

69, rue de la glacière 75-PARIS XIIIe 331 54 25-CCP Paris 7410-33

NOM : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Date : _____

Signature :